



COMBAT OUVRIER

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IV^{ème}
Internationale.

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

SAMEDI 24 NOVEMBRE 1979

N°45

PRIX Antilles 1,50F
France 2,00F

Editorial

IL FAUT RIPOSTER A LA REPRESSION COLONIALE !

Il ne se passe pratiquement pas une semaine sans que de nouveaux faits de répression ne soient portés à la connaissance de la population, à telle enseigne que l'interpellation et la garde à vue de 3 "rastas" au Gros-Morne, il y a maintenant une dizaine de jours, puisse passer comme un fait normal. Après tout, pourrait-on dire, n'ont-ils pas été relâchés au bout d'une journée, après que 3 cars de gendarmes soient venus les arrêter!
Car de quelque côté que l'on se tourne, gendarmes, policiers en "bleu pâle - bleu foncé" et justice semblent s'être donnés le mot pour tracasser, frapper, inquiéter, intimider la jeunesse de ce pays.

La dernière affaire en date est celle du matraquage des étudiants du campus de Schœlcher par les policiers. Les étudiants occupaient l'immeuble du Trésor. Ils réclamaient l'ouverture de crédits pour assurer la sécurité sur le campus, après l'assassinat dont a été victime une jeune étudiante. Les étudiants, pourtant pacifiques, furent expulsés manu militari de l'immeuble et certains d'entre eux furent interpellés.

Le même jour, Albert Oscar, militant nationaliste, membre du PPM, entama une grève de la faim pour exiger que justice lui soit rendue dans l'affaire qui l'oppose à l'ex-proviseur du Marin, Olivieri. Aggravé par ce dernier, c'est pourtant Oscar qui se retrouva condamné par la justice coloniale. Depuis, il est au chômage, le rectorat refusant de lui redonner un poste sous prétexte qu'il a été condamné, bien que Oscar ait fait appel de cette condamnation et bien que l'on considère que l'appel soit suspensif, c'est-à-dire qu'il empêche l'application de la condamnation éventuelle.

Pendant ce temps, L.R. est toujours en prison. On l'avait arrêté et incarcéré sous la prévention d'être l'auteur du hold-up du Crédit Agricole. Les auteurs ont semble-t-il été retrouvés depuis. On ne sait même plus, dans son entourage, de quoi il est accusé.

Mais l'affaire la plus odieuse est sans doute celle dont sont auteurs les gendarmes du Morne Rouge. Ces derniers ont arrêté et interrogé pendant une journée le 5 novembre un enfant âgé de 15 ans. Ils voulaient qu'il avoue un vol de bijoux. Jamais la mère n'a été mise au courant de la détention de son enfant.

Le déroulement de la première audience du procès des ex-jeunes emprisonnés a montré aussi que les juges n'hésitent pas à violer leur propre légalité.

Le gouvernement colonialiste français a beau essayer de nous faire prendre des vessies pour des lanternes, des colonies pour des îlots de démocraties ou autre "vitrine de la France", il reste que la répression est une constante de son système colonial. Il faut s'opposer pied à pied à chaque fait de répression. Rien ne doit passer sous silence. Il faut faire échec aux menées répressives du pouvoir et de ses sbires !

Martinique - 23 Novembre : JOURNEE "VILLE MORTE" AU LAMENTIN LA PROTESTATION POPULAIRE S'AMPLIFIE

Le vendredi 23, une opération "ville-morte" doit se dérouler au Lamentin. Bien entendu, nous ne savons pas l'ampleur exacte que doit revêtir une telle manifestation à l'heure où nous écrivons, mais il y a tout lieu de croire qu'elle sera importante.

En lançant cette opération "Lamentin ville morte", le PCM qui dirige la municipalité voulait à l'origine protester contre la fermeture de l'usine du Lareinty, une des deux dernières usines restant encore en Martinique. A cette protestation, est venue s'ajouter celle des commerçants de la ville, menacés de ruine par l'installation d'un grand magasin appelé Euromarché. Notons de plus, que c'est Hayot qui en même temps qu'il ferme le Lareinty ouvre l'Euromarché. Dans les deux cas, son action consistera à mettre au chômage des centaines de travailleurs et de petits commerçants Lamentinois.

Ainsi, n'est-il pas étonnant que la popula-

tion du Lamentin voie dans l'attitude de Hayot une véritable provocation. Car celui qui soi-disant ne possède par l'argent nécessaire pour faire tourner l'usine du Lareinty trouve des centaines de millions pour construire et ouvrir l'Euromarché. Et c'est sans doute cette protestation très large de la population qui explique le large soutien obtenu de la part des syndicats. C'est ainsi qu'à côté de la municipalité et des partis de gauche, plusieurs syndicats ont appelé à la grève ce jour-là au Lamentin : la CGTM, Force Ouvrière et la FEN qui participeront aux manifestations du 23 novembre.

La population et les travailleurs du Lamentin plus particulièrement ont raison de se battre pour empêcher la fermeture pure et simple de l'usine du Lareinty par Hayot. Ces messieurs, après avoir exploité pendant des centaines d'années les esclaves puis les ouvriers du Lamentin, après avoir amassé des milliards sur la sueur et

le sang des exploités, prennent la décision de se reconvertir dans le commerce, en réduisant au chômage des centaines de travailleurs.

Eh bien, c'est contre cela que s'élève la population ouvrière du Lamentin, et c'est pour cela qu'elle a notre soutien dans sa lutte actuelle pour l'emploi, pour le droit de vivre ici, en Martinique des fruits de son travail.

Bien sûr, nous sommes persuadés que la seule "Journée Lamentin ville morte" du 23 novembre ne saurait suffire pour faire reculer des rapaces capitalistes comme les Hayot. Pour sauvegarder leur emploi, il est absolument certain que les travailleurs devront mener une lutte plus large encore, plus déterminée, plus profonde. Mais le 23 novembre, un pas en ce sens peut être fait. Aux travailleurs de continuer dans cette voie.

J. BRUEL

Martinique:
**BIENTOT LE 3eme GALA de
COMBAT OUVRIER!**
avec... Sylvanise Pépin - Léon Sainte Rose
- Marsé - Djo Désormo - Duverger
Jean Etienne
GRAND BAL avec l'orchestre E+
**Vendredi 7 décembre -
Terpsichora - 19h -**

Iran - Pakistan : L'impérialisme récolte ce qu'il sème

La crise ouverte entre les Etats-Unis et le régime islamique de l'ayatollah Khomeiny, après l'occupation de l'ambassade américaine à Téhéran est loin d'être réglée. A l'heure où nous écrivons, 13 des otages retenus dans l'ambassade, dont 5 femmes et 8 Noirs, ont été libérés. Mais il reste encore près de 70 personnes retenues par les étudiants, dont une cinquantaine d'Américains.

Notons au passage que les réactions de la presse de droite à cette libération des Noirs américains, qualifiée de "racisme à rebours" "aussi intolérable que celui du Ku-Klux-Klan", prêtent quelque peu à sourire. Mais ce qui choque le plus ces gens, et qui provoque la colère du gouvernement américain, est que le régime

de Khomeiny a annoncé son intention de faire le procès des otages restants. Ceux-ci sont accusés d'espionnage et pourraient être transférés dans une prison.

Devant ce durcissement de la situation, le gouvernement de Carter cherche une solution qui pourrait lui éviter de "perdre la face". Aussi un transfert de l'ex-Shah des Etats-Unis, où il est hospitalisé, vers le Mexique, est-il probable dans les prochains jours. Rappelons que c'est pour exiger l'extradition de celui-ci, afin qu'il puisse être jugé en Iran, que les étudiants ont occupé l'ambassade. Mais l'impérialisme américain menace aussi d'avoir recours à la force. Ainsi des forces d'intervention sont-elles mobilisées aux Etats-Unis mêmes, et deux porte-avions américains croisent-ils dans l'Océan Indien. Ces mesures ne signifient pas pour autant que les Etats-Unis vont choisir l'épreuve de force : la guerre du Vietnam a montré les risques qu'il y a à s'engager dans un tel engrenage, sans compter qu'une intervention militaire en Iran pourrait déboucher sur un élargissement du conflit.

Quoi que l'on puisse penser du régime

mis en place par Khomeiny, la revendication des étudiants iraniens, soutenue par la grande majorité du peuple apparaît comme légitime : car le Shah, qui il y a un an à peine assassinait les Iraniens par milliers, n'est pas moins criminel que les nazis qui, trente ans après, sont poursuivis en Occident pour crimes de guerre. Et ceux qui, pendant des années, ont fermé les yeux sur ses crimes, quand ils ne les ont pas approuvés, à savoir la presse et les hommes politiques de droite de l'Occident "civilisé" sont bien mal placés pour donner des leçons d'humanisme à Khomeiny et aux étudiants iraniens.

Certes, la prise d'otages est une méthode qui frappe parfois des innocents : mais le personnel de l'ambassade, mis à part quelques employés subalternes, n'est pas composé d'enfants de chœur : les diplomates américains, qui pendant des années ont conseillé et soutenu le Shah, sont les représentants directs de cet impérialisme qui a mis l'Iran dans la situation actuelle, faite de misère et de sous-développement. Il n'y a rien d'étonnant à ce que

Suite page 4

En page 2
**LEGITIMUS ET
LE MOUVEMENT
OUVRIER**

Le 29 novembre sera le 35^{ème} anniversaire de la mort de Légitimus, fondateur du premier parti socialiste en Guadeloupe.

Fils d'un marin pêcheur, c'est à vingt ans, encore lycéen, qu'il commença son activité politique. Il créa "un comité de la jeunesse républicaine socialiste" avec ses camarades, Boisneuf, Coulon, Julian Condo. . . Mais bien vite le mouvement prit de l'ampleur et les idées socialistes pénétrèrent dans les masses très rapidement. Légitimus fonde l'organe politique "le peuple".

Le "parti des ouvriers", premier parti ouvrier de la Guadeloupe naquit et l'organisation syndicale des travailleurs devint une réalité.

Le mouvement socialiste montant jeta l'épouvante dans les rangs de la bourgeoisie. Tous les moyens furent bons pour barrer la route aux nouveaux politiciens noirs. Ils n'hésitèrent pas à les accuser faussement d'actions criminelles.

Ils accusèrent Légitimus d'avoir fait incendier un quartier de Pointe-à-Pitre. Mais malheureusement pour eux, le parti des ouvriers était né et ses dirigeants ne tardèrent pas à gagner profondément la confiance des masses. Légitimus bénéficiera d'une popularité exception-

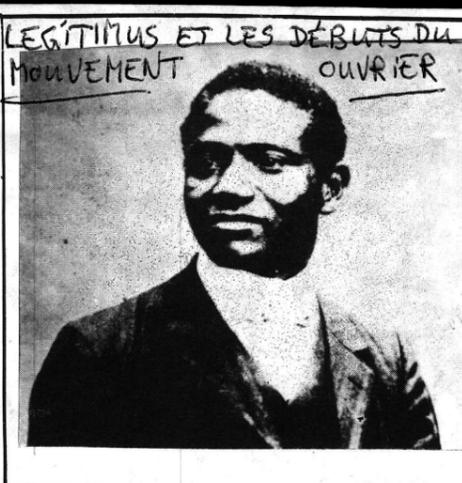
nelle auprès des travailleurs guadeloupéens. Il le devra à son engagement personnel à leurs côtés, à son courage et à ses qualités de tribun et aussi à son idéologie "négriste". Son fameux slogan "votez pour la peau" trouvera un écho favorable chez les masses noires.

Légitimus fut aussi un ardent défenseur des idées socialistes. Il fut lié à la deuxième internationale au même titre que les grands dirigeants socialistes français de l'époque.

Bien vite l'implantation du parti ouvrier se concrétisa par d'incontestables succès électoraux.

Ce dernier, après avoir subi un échec aux élections législatives de 1893, ne tarda pas à renverser la situation en sa faveur. C'est ainsi qu'en 1896 il fut élu conseiller général du canton du Lamentin. Deux ans plus tard il devint député. Il s'empara aussi de la municipalité de Pointe-à-Pitre.

L'organisation de Légitimus est rigoureuse. Ce sont les fameuses "brigades volantes", groupes d'hommes de main armés, qui se chargeront, non seulement de la protection physique des dirigeants socialistes, mais qui constituent de véritables groupes para militaires. Ils interviennent lors des grèves contre les jeunes et les nervis des patrons, pendant les



élections pour patrouiller, et organiser la fraude pour le compte du parti socialiste. Administrant des corrections aux adversaires, ces hommes se virent vite attribuer le nom de "donneurs de fraîcheurs".

Cependant, 1902 va marquer un tournant dans l'orientation politique de Légitimus. Plusieurs années auparavant, il avait conclu un accord avec un blanc créole usinier qui l'avait aidé dans la conquête des postes électifs. Et pour se maintenir à ces postes, Légitimus sa-

crifie les intérêts des travailleurs à l'électorisme le plus démagogique. Il pratique une politique d'alliance entre le capital et le travail et prêche la résignation. Les syndicats commencent à se disloquer. Légitimus verra sa popularité diminuer. Pour le soutenir il sollicite du parti ouvrier français un candidat qui devait se présenter à sa place dans la deuxième circonscription, alors que lui se présenterait dans la première. Il s'agit de Gérard Richard. Les deux hommes seront élus après avoir pratiqué la fraude sur une grande échelle et avec le soutien des capitalistes. Leur élection est saluée par Audibert Souques, capitaliste sucrier.

Le parti ouvrier avait sombré dans la trahison et l'électorisme le plus plat. Bien que les élections législatives de 1906 aient été encore un succès pour eux, ses dirigeants se discréditent aux yeux de milliers de travailleurs qui se tournent vers le parti libéral de Achille René Boisneuf, adversaire de longue date de Légitimus.

Boisneuf se présentera comme l'authentique défenseur du prolétariat mais en réalité il est tout aussi électoraliste et ambitieux personnel que Légitimus. En 1915-16 le parti de Boisneuf devient à son tour la principale force politique du pays.

DE 1902 à 1910 : OUVRIERS ET PETITS PLANTEURS ENTRENT EN LUTTE CONTRE LES CAPITALISTES DU SUCRE

A partir de l'année 1884, le prix du sucre ne cesse de diminuer sur le marché international. Cette chute, qui entrainera en 10 ans une baisse de 50% du prix du sucre va se poursuivre jusqu'en 1904.

En Martinique comme en Guadeloupe, pays où toute l'économie coloniale est basée sur l'industrie du sucre, cette crise va entrainer de la fin du XIX^{ème} siècle jusqu'en 1910 des troubles sociaux profonds. Dans le même temps, en Guadeloupe, Le Crédit Foncier Colonial, organisme financier, va profiter des difficultés des gros planteurs et des usiniers qui se sont endettés vis-à-vis de lui et qui n'arrivent pas à rembourser les prêts consentis, pour réaliser à son profit une restructuration et une concentration des propriétés et des sucreries.

C'est de cette époque que date la disparition en Guadeloupe des sucreries appartenant à des propriétaires privés, et leur remplacement par des centres usiniers contrôlés par des sociétés métropolitaines.

Mais les grands perdants de la crise du sucre seront les ouvriers agricoles et les petits planteurs. Les usiniers voudront en effet faire supporter à la classe ouvrière les frais de la crise, en diminuant les salaires et, en aggravant les conditions de travail.

Il s'ensuit un mécontentement grandissant dans toutes les couches laborieuses de la population, mais ce n'est qu'à partir de 1902 que l'on assistera à des ripostes d'envergure des petits planteurs et des travailleurs agricoles.

L'année 1902 connaît en effet une nouvelle baisse brutale du prix du sucre.

Les usiniers annoncent aussitôt qu'ils régleront désormais leurs achats de canne au prix de 10fr55 centimes la tonne. L'année précédente, le coût avait été de 17fr55 centimes.

Les petits planteurs continuent à livrer leur produit, mais, au moment du paiement de la quinzaine, ils refusent à la quasi-unanimité d'accepter ces prix, et réclament le retour au prix de la campagne sucrière 1901-1902. L'agitation est particulièrement grande dans

les secteurs Beauport et de Blanchet.

Au bout d'une semaine, les petits planteurs de ces régions s'inclinent, poussés par la nécessité mais le mécontentement couve sourdement.

Les ouvriers agricoles voient alors leurs salaires diminuer et les conditions de travail empirer : le travail à la tâche fait son apparition, il remplace l'ancien mode de paiement du travail à la journée. Pour les usiniers l'objectif est double : diminuer le salaire réel par une augmentation du volume de travail accompli, réaliser des économies au niveau de la surveillance et de l'encadrement sur les plantations.

En ce qui concerne les salaires, l'ouvrier qui avait touché 1fr20 c. par jour en 1901, pour la coupe, touche en 1902, 1fr20 c pour 2 demi charettes, soit en fait 1 500 kgs environ.

Or suivant le témoignage d'un planteur de l'époque : "la coupe et l'amarrage des cannes prennent du temps. C'est à peine si un homme valide peut remplir une charrette et demie

pour une journée de travail. Cette tâche est trop forte".

Face à cela, le coût quotidien de l'existence peut être éclairé par les chiffres suivants :

le 1/2 pot de riz valait	0.40 frs
la 1/2 livre de morue0.35
petit déjeuner (café ou cacao, sucre, pain)0.30
dessert (pain et sirop)	0.15
graisse et épice	0.20

Les petits planteurs seront les premiers à répondre à leur façon au diktat des capitalistes usiniers.

Les 13, 15 et 18 février une quinzaine d'incendies dévastent des plantations à Marchand, Sommambert, Blanchet, Dulan, etc...

Le 15 de violents incidents opposent des planteurs à l'administration de l'usine Blanchet

La situation est identique sur Gardel et

Duchassaing au Moule.

Incendies et manifestations sporadiques de mécontentement vont avoir lieu de la sorte dans toute la Guadeloupe et en particulier en Grande-Terre.

Le 1er octobre, à l'usine Courcelles de Sainte-Anne une nouvelle réduction des salaires qui passent de 1fr à 0.75 Fr, servira de détonateur à une grève des ouvriers agricoles.

A partir de l'année 1904, le prix du sucre va connaître une hausse, due à la conjugaison de plusieurs facteurs :

— la chute de la production métropolitaine liée à la sécheresse de 1904, en Europe.

— la suppression par la convention de Bruxelles des primes sur le sucre, ce qui entraînera une réduction des ensemencements de betterave sucrière en France.

— la diminution de 64 fr à 27 fr de l'impôt sur le sucre.

Dans ce contexte, les délégués des petits planteurs et les représentants des usiniers vont signer un accord sur un tarif minimum.

— Pour les coupeurs : 0.90 fr les 1000 kgs pour les bonnes cannes, et 1.00 fr pour celles qui sont inférieures.

— pour les sarclours : 1.15 fr par jour

A compter de cette période, les usiniers chercheront à rattraper ce qu'ils ont cédé par un accroissement progressif des tâches.

C'est dans le but d'y mettre un terme qu'une tentative de conciliation a lieu le 18 février 1910. C'est un échec à cause de l'intransigeance patronale ; c'est aussi l'essor de la plus puissante grève de la période, celle de 1910.

Le caractère de cette grève sera cependant extrêmement différent de celui des mouvements de 1902.

Entre temps, en effet, en 1904, se situe l'entente Capital-Travail de Légitimus et Gérard Richard et le parti de Légitimus mettra tout son poids au service de l'ordre colonial, pour que le mouvement des travailleurs ne dépasse pas certaines limites.



Groupe d'intervention de Légitimus : la brigade volante.

LA NATURE DU MOUVEMENT DE LEGITIMUS

Ce n'est pas un hasard si le parti socialiste de la Guadeloupe de Hégesippe Légitimus apparaît en 1891. A cette époque, la classe ouvrière commence à s'organiser et à se battre. Les différentes crises économiques, en particulier, celles qui frappent la production sucrière l'atteignent en plein fouet. Un mouvement ouvrier jamais vu jusqu'alors en Guadeloupe, va apparaître, rassemblant des milliers de travailleurs dans la lutte. C'est en fait depuis l'abolition de l'esclavage en 1848, l'entrée en force du prolétariat guadeloupéen sur la scène politique.

Tout le début du siècle sera marqué en Guadeloupe par de grandes grèves et de grandes luttes ouvrières.

Le parti Socialiste de la Guadeloupe ou parti ouvrier de la Guadeloupe s'implantera rapidement dans la classe ouvrière. C'est un parti profondément ouvrier. Ses dirigeants, Légitimus, Julian, Condo et d'autres, entament très tôt une campagne contre les capitalistes. Ils parcourent les campagnes, pénètrent dans les

cases, discutent avec les travailleurs et prêchent "l'entente et l'organisation". Le parti socialiste de la Guadeloupe reprendra le programme du parti ouvrier français de Jules Guesde. Comme lui, il se proclame révolutionnaire et dit vouloir lutter pour le renversement de l'autorité bourgeoise. Mais, en réalité, comme lui aussi, il sera réformiste et électoraliste et orientera la combativité des travailleurs vers les batailles électorales et non vers la révolution socialiste.

Mais le mouvement de Légitimus s'est aussi constitué sur une base raciale. Il s'affirme comme "le parti des noirs". C'est, comme l'écrit Légitimus le "terrible troisième", après "le parti des blancs" et celui des mulâtres (dirigés par Gerville Reache et Auguste Isaac). En fait ce "parti des noirs" se confond avec le prolétariat. Car dans la société antillaise d'alors, plus encore que de nos jours, les classes sociales se confondaient avec la couleur de la peau : les bourgeois étaient blancs, les petits bourgeois mulâtres, les ouvriers, noirs.

Et depuis l'abolition de l'esclavage les noirs n'avaient pratiquement pas accédé à la vie politique, ni aux postes électifs, comme ils n'avaient pas accédé aux études secondaires ni aux professions libérales.

La classe ouvrière considèrera donc les hommes politiques noirs, d'emblée comme ses vrais représentants, et elle les portera au faite de la vie politique en Guadeloupe, c'est ainsi que le parti de Légitimus parviendra à gagner 32 municipalités sur 34.

Dans le même temps, Légitimus développera une idéologie "négriste" qui masquera, à certains moments, les véritables problèmes auxquels sont confrontés les travailleurs : la lutte contre les gros propriétaires. Et, peu à peu, sous un "négrisme" des plus violents, il pratiquera une politique réformiste de collaboration de classes avec les capitalistes et prônera l'association Capital-Travail.

Il n'empêche que le "socialisme" de cette époque n'était pas, et de loin, celui que

nous connaissons aujourd'hui, celui des Bernier ou Dagonia. Légitimus et les dirigeants du parti socialiste de la Guadeloupe n'ont pas hésité à défendre ardemment les travailleurs, se mettant en tête des manifestations ouvrières et payant dans de nombreux cas de leur personne. Légitimus n'a pas hésité à prendre des risques pour sa vie, poursuivi, recherché par les gendarmes, vivant dans la clandestinité. Il a défié à plusieurs reprises la légalité bourgeoise, les tribunaux et la police. Elu des travailleurs, il a su faire entendre sa voix dans l'enceinte comme au dehors du conseil général.

Comme la plupart des socialistes européens auxquels il était lié, Légitimus prit le chemin du réformisme social-démocrate. Néanmoins il reste dans la mémoire de la classe ouvrière comme l'un des premiers organisateurs. Et son nom reste attaché, malgré tout à la création des premières organisations de classe du prolétariat guadeloupéen.

A propos du dernier meurtre de femme : le véritable rôle de la police...

ET DES GENDARMES

Il aura fallu un quatrième meurtre pour que la police judiciaire s'agite un tant soit peu et parvienne à trouver un "suspect". Depuis huit mois les enquêtes menées n'avaient abouti à rien.

Trois femmes étaient successivement assassinées, deux autres grièvement blessées dans des circonstances à peu près semblables, et l'ardeur et le zèle des policiers à rechercher le ou les coupable étaient si peu remarquables qu'en huit mois ils n'ont réussi à trouver aucun indice. Le moins que l'on puisse dire est qu'ils n'ont guère fait diligence dans la recherche de(s) l'assassin(s).

Par contre ils ont agi avec célérité et énergie lorsqu'il s'est agi de déloger à coups de matraque les étudiants qui avaient investi lundi les locaux du Trésor Public pour protester contre le manque de sécurité autour du campus universitaire. Ils ont su faire preuve à cette occasion de leurs qualités d'intervention ultra-rapide dans les problèmes sociaux. De même il ne leur a pas fallu longtemps pour découvrir des "coupables" en la personne de quelques étudiants qu'ils ont de suite emmenés au poste. On ne peut accuser la police de faire trainer les choses en pareil cas !

Les policiers ont su également se montrer particulièrement efficaces dans la recherche des auteurs des hold-ups du Crédit Agricole et du cinéma Cluny : au bout de quelques jours ils les avaient retrouvés. Il est vrai que dans ces affaires les gros sous de quelques capitalistes étaient en jeu. Ces mêmes policiers savent aussi se montrer très acharnés dans la chasse aux jeunes "rastas" ou aux jeunes "contestataires", il ne leur faut pas longtemps pour les arrêter et les mettre à l'ombre. De même chacun aura pu admirer la promptitude de l'administration coloniale pour envoyer des escadrons entiers de gendarmes investir la maison



de jeunes suspectés d'avoir molesté des Blancs sur les plages. Voilà une affaire qui a été menée tambour battant !

Ainsi, chaque fois que les biens des riches sont menacés ou que l'ordre colonialiste et raciste est contesté, policiers et gendarmes partent aussitôt en campagne, s'affairent, enquêtent avec tant d'empressément qu'ils finissent toujours par trouver "leurs" coupables. Leur réseau d'informateurs et d'indicateurs fonctionne bien. Au besoin, ils savent obtenir les "aveux" des suspects. Ils sont rapides, diligents, compétents, efficaces. Et grâce à eux, les bourgeois et tous les colonialistes peuvent dormir, sachant qu'ils ont à leur service un corps spécialement dressé et entraîné à assurer leur protection.

Mais le fait que des femmes soient assassinées dans la rue ne mérite pas l'attention de la police et de la gendarmerie au point qu'ils se mettent réellement en quête de découvrir le ou les auteurs de ces crimes. Lors des trois meurtres précédents, et des deux autres agressions de femmes, tout s'est passé comme si l'enquête avait été rapidement abandonnée, une fois retombé le mouvement d'indignation dans le public. Il est vrai aussi que ces femmes appartenaient à des milieux populaires et que la police et la gendarmerie ne s'occupent de ces milieux que lorsqu'il s'agit de réprimer des travailleurs ou d'arrêter des jeunes à mobylette.

Il aura fallu que l'émotion suscitée par le quatrième meurtre soit telle, qu'elle crée une

véritable psychose collective (largement alimentée par France-Antilles d'ailleurs) pour que, se sentant sans doute l'objet d'attaques multiples dans l'opinion publique, police et gendarmerie se décident à se "mettre" sérieusement sur l'affaire... tant il est vrai que rien n'avait été fait dans les affaires précédentes!

Mais si les agressions commises contre les femmes, et en général d'ailleurs la protection du public, intéressent si peu la police et la gendarmerie, c'est parce que tel n'est pas leur travail.

Leur mission consiste avant tout à assurer la sécurité des biens des capitalistes et des possédants de tous poils, contre les pauvres, les exploités et tous ceux qui contestent l'ordre capitaliste et colonialiste. L'état bourgeois les paye pour remplir cette mission, et non pour protéger les femmes dans la rue, ni pour venir en aide à la veuve et à l'orphelin. Leur rôle est un rôle répressif au service de la bourgeoisie. Ils sont formés, éduqués et organisés pour cela.

Et ceux qui, comme France-Antilles, leurs décernent compliments et médailles à longueur de colonnes, ceux-là sont payés pour assurer la meilleure image de marque possible au près du public, des cogneurs, matraqueurs, agresseurs et tortionnaires à l'occasion, qui se terrent au fin fond des casernes de gendarmerie et des hôtels de police.

Claire GOYA

MARTINIQUE :

Le procès des jeunes emprisonnés

A l'heure où nous écrivons, nous ne connaissons pas encore les résultats du procès des dix-sept jeunes emprisonnés, ces jeunes arrêtés au mois d'avril pour avoir porté des coups à des Français sur des plages en Martinique. Comme nous l'avons rappelé dans un précédent numéro de Combat-Ouvrier, ils avaient été libérés au bout de trois mois de détention grâce à l'action du comité de soutien qui s'était créé à ce moment là.

De nombreux jeunes de Fort-de-France avaient participé à ces actions, à côté de partis de gauche parmi lesquels notre tendance.

Aujourd'hui, se déroule le procès de ces jeunes, qui, normalement aurait dû se termi-

ner le 16 novembre. Ce jour-là, il y avait entre deux et trois cents personnes qui s'entassaient dans la salle d'audience du tribunal et aux alentours immédiats en face de plusieurs dizaines de policiers. Il faut dire que plusieurs prises de parole en ville ainsi qu'une réunion publique et un gala gratuit de solidarité avaient été organisés dans la semaine précédant le procès, ce qui explique que l'affaire ne se déroula pas devant une salle vide, comme l'espérait sans doute la justice coloniale.

En effet, ces messieurs du tribunal n'avaient pas convoqué les témoins, comptant tout simplement "juger" avec comme seule base matérielle les dépositions que les témoins avaient

faites devant les gendarmes ou devant le juge d'instruction. De cette manière, ils ne risquaient pas les questions gênantes des avocats. Mais, devant les protestations indignées des avocats de la défense, le président du tribunal dut reculer. Il fut décidé de renvoyer le procès au vendredi 23 novembre.

Ce dernier épisode en date montre fort bien la volonté des juges coloniaux de ne pas s'embarasser de scrupules pour faire appliquer leur "justice". Ils utilisent toutes les ficelles de la procédure judiciaire dans l'espoir de pouvoir justifier le plus facilement du monde les condamnations éventuelles.

EMIGRATION « DIALOGUE FRANCAIS IMMIGRES » BAVARDAGES ET POUVRE AUX YEUX

Le secrétaire d'Etat, Lionel Stoléro, a annoncé l'organisation d'une semaine destinée à promouvoir une "meilleure compréhension entre Français et Immigrés" du 18 au 25 novembre. Par cette semaine il entend contribuer au "rapprochement entre les deux communautés et leurs familles".

Mais peut-être est-ce pour donner l'exemple de cette "meilleure compréhension" que le gouvernement français s'attaque dans le même temps aux travailleurs immigrés. Alors même que Stoléro annonçait sa semaine, on prononçait, au tribunal de Colmar, l'expulsion de quarante trois travailleurs immigrés du Foyer Sonacotra de Ingerschein (Haut-Rhin). Le 9 novembre sa police expulsait d'un foyer Sonacotra de Champigny d'autres travailleurs immigrés en grève....

ECHOS DES ENTREPRISES

E.D.F. FORT DE FRANCE

PRENONS LA DIRECTION AU MOT: REFUSONS DE FAIRE DES HEURES SUPPLEMENTAIRES

La direction nous demande de ne plus faire d'heures supplémentaires. Très bien. Nous serons nombreux à la distribution, dans les districts et au service gros-entretiens à pouvoir enfin nous reposer et disposer de notre temps.

C'est une compensation qui vaut largement le complément de salaire qui nous était octroyé.

Profitons de l'occasion, de ce temps de libre pour nous réunir et faire le point sérieusement sur les effectifs dans les services. Mobilisons-nous immédiatement pour obtenir un personnel en nombre suffisant pour faire le travail.

Nous y gagnerons autant pour nous-mêmes que pour les chômeurs.

CAF MARTINIQUE :

ARNUEL, DE BEVUE EN BEVUE

Lundi 19, une foule d'allocataires se pressait aux abords de la CAF (Caisse d'Allocations Familiales).

Venus parfois de communes éloignées, les allocataires furent très surpris de constater la fermeture des portes de la Caisse.

En effet, sans aucun avertissement, la direction de la CAF a décidé la fermeture de l'établissement à cause des retards pris dans le traitement des dossiers à la suite de la grève. Alors qu'il serait possible d'embaucher de jeunes chômeurs pour combler le retard, comme ce fut le cas en 76, la direction préfère proposer aux travailleurs de faire des heures supplémentaires : proposition qu'ils ont rejetée.

Interrogé sur le fait que la fermeture n'ait pas été communiquée aux allocataires sur les ondes des radios périphériques, le directeur Arnuel prétendit que c'était là un "loupé" de la direction.

Pourtant il y a deux semaines, France-Antilles et FR3 reprenaient sans cesse des communiqués hostiles à la grève et aux grévistes sans qu'un jour ne soit "loupé".

Alors on voit bien que c'est selon les circonstances que la direction de la CAF adapte sa politique. Pour le cas présent, elle a préféré le je-m'en-fichisme à l'égard des allocataires, exposant par là même les employés à leur colère légitime.

Mais il faudrait sans doute, pour qu'elle mette fin à ces bévues, que le mécontentement des allocataires parvienne jusqu'au bureau du

directeur, à l'immeuble de la Banque Royale du Canada.

CENTRE HOSPITALIER DE POINTE A PITRE

CUISINE DE RICOU : LES RATS SONT AU FRAIS

Tandis que nous nous plaignons de l'atmosphère étouffante qui règne à la cuisine, les rats, eux, disposent d'une salle climatisée. Il leur suffit pour cela de pénétrer par le tuyau d'évacuation de la chambre froide, où est conservée la viande.

Ce tuyau fait d'ailleurs le bonheur de bien d'autres vermines : il aboutit en effet dans un canal où les matières qu'il déverse dégagent une odeur nauséabonde et attirent mouches, vers et autres.

S.I.G. ABYMES

SILOU, VERDON, ZINBAN, LICENCIES !

Nos délégués, Silou, Verdon, et notre camarade Zinban ont été licenciés par la direction de la SIG. Malgré le refus de l'inspection

du travail, le ministère a autorisé le licenciement de ces délégués. En fait, la direction de la SIG les licencie parce qu'elle leur reproche leur action et leur détermination pendant la dernière grève. C'est parce que ces camarades étaient actifs et défendaient quotidiennement leurs camarades de travail qu'on les licencie aujourd'hui.

Le directeur de la SIG veut se débarrasser d'eux pour étouffer toute vie syndicale et militante à la SIG. Il espère ainsi avoir les mains libres pour licencier une deuxième vague de travailleurs par la suite. Cependant nos camarades ne sont pas décidés à accepter cela sans mot dire. Ils ont porté l'affaire en justice. Il faudra les soutenir dans leur action.

LA SOCIETE DOIT NOUS FOURNIR TOUT LE MATERIEL POUR TRAVAILLER

Certaines d'entre nous achètent de l'eau de Javel avec leur propre argent pour suppléer le manque. D'autres s'y refusent catégoriquement. Ce sont ces dernières qui ont raison. La société doit nous fournir intégralement tout ce dont nous avons besoin pour travailler normalement, sinon elle porte l'entière responsabilité de l'entretien défectueux des escaliers.

LA GREVE CONTINUE

La grève des employés du Centre Hospitalier de Fort-de-France continue encore maintenant. Commencée le mardi 13, elle a été interrompue le samedi et le dimanche suivant pour reprendre le lundi 19. Les travailleurs du C.H. F.F. protestent contre la décision du directeur du centre, Mr. Zobda, membre responsable du PCM, qui refuse le paiement intégral des jours de grève, grève effectuée dans la deuxième

moitié d'octobre.

Après donc sept jours de grève, c'est plusieurs centaines de travailleurs hospitaliers qui participent au mouvement : régulièrement, chaque jour, il y a plus d'une centaine de personnes qui prennent part aux assemblées générales.

Le mardi 20, les grévistes ont bloqué pendant deux heures l'entrée de l'hôpital civil, retenant les non-grévistes à la porte et paraly-

sant notamment les services administratifs. Cependant, il faut noter que les urgences sont assurées.

Les travailleurs sont en train de faire l'expérience de l'attitude de Darsières, secrétaire général du PPM et président du conseil d'administration du CHFF. Darsières, à deux reprises, a renvoyé sous des prétextes divers la réunion du Conseil d'Administration qui devrait statuer sur le paiement des jours de grève. Or il semble qu'il y ait une majorité d'administrateurs favorables au paiement des jours de grève. Le refus de Darsières de présider le CA mardi 20 est donc perçu par une très large fraction de travailleurs comme étant un acte d'hostilité à leur égard. Mais loin d'intimider les grévistes, cela les a plutôt renforcés dans leur détermination d'arracher leur revendication.

Ainsi Zobda, du PCM, et Darsières, du PPM, qui sont des élus et des responsables de partis de gauche ne se comportent pas différemment des patrons ou des responsables politiques de droite. Eux aussi, ils s'opposent ouvertement ou de manière plus ambiguë aux revendications des travailleurs. Ceux-ci, de toute façon ne comptent pas sur ces messieurs pour les aider à triompher. Ils poursuivent de manière encore plus résolue leur mouvement.



Quand M. Zobda, du PCM ... s'oppose aux revendications des travailleurs hospitaliers ...

J.B.

LES TRAVAILLEURS DE GROSSE-MONTAGNE DECIDES A SE BATTRE CONTRE LA REPRESSON

Cinq travailleurs de l'usine Grosse-Montagne ainsi qu'un camarade de notre tendance ont été convoqués par les gendarmes du Lamentin. Il leur est reproché d'avoir, soi-disant, au cours de la dernière grève, entravé la liberté du travail à l'usine. Dès que les travailleurs apprirent la nouvelle, ils débryèrent tous ensemble sur le champ. Les travailleurs décidèrent qu'ils iraient ensemble à la gendarmerie et qu'ils ne laisseraient pas ceux qui sont convoqués se rendre individuellement à la gendarmerie. Ils ont aussi pris la décision de déclencher 48 heures de grève pour protester contre ces mesures d'intimidation à leur égard et exigent la levée immédiate de toute enquête et de toute poursuite.

" RACINES "

"Racines" est un livre qui, au moment de sa parution, a fait beaucoup parler de lui. Le feuilleton télévisé qui en a été tiré fut un immense succès aux Etats-Unis et en Europe, et tout comme "Holocauste", intéressa des dizaines de millions de téléspectateurs. Il continue de faire parler de lui ici aux Antilles, puisqu'il n'y a pas encore été projeté, les autorités coloniales semblant considérer que cette évocation de la barbarie que fut l'esclavage, risquerait de susciter des réactions dans la population, ou tout au moins inciterait les gens à réfléchir sur la manière dont s'est édiflée la société dans laquelle nous vivons.

Après bien des protestations, il semble que l'administration a fini par autoriser sa projection, pour la fin de cette année. Nous pourrions juger sur pièces de l'intérêt de ce film. Mais en attendant, il est toujours possible de se procurer le livre, qui était au départ excessivement cher, mais qui a récemment été réédité dans une collection de poche.

L'auteur Alex Haley, noir américain, qui avait collaboré avec Malcolm X pour la rédaction de son autobiographie, nous emmène tout d'abord en Afrique occidentale, sur les bords de la Gambie, dans le village de Djoufouré.

Décrivant longuement l'environnement, la vie des habitants du village et dépeignant ses traditions, l'auteur relate la naissance du principal héros de ce livre, Kounta Kinté, descendant de marabout (prêtre musulman). Il nous fait suivre, à travers l'enfance et l'adolescence du héros, ce que pouvait être la vie et les conceptions d'un jeune mandingue à l'époque où se situe l'action, vers 1750, les épreuves que devait subir les adolescents pour être admis

dans le cercle des hommes.

Cette partie, qui connaît parfois des longueurs, est cependant intéressante. Elle présente le défaut de représenter la vie en Afrique à cette époque sous un jour un peu idyllique : il est vrai que le héros, Kounta Kinté, est descendant de marabout, et donc de la couche supérieure de la société ; ce qui explique sans

société était peu enviable, et ce n'est pas sans complaisance que l'auteur relate parfois le comportement des hommes à leur égard.

Une atmosphère d'insécurité baigne toute cette première partie : elle est essentiellement causée par le danger que fait planer le "toubab" (le blanc) dont on sait qu'il enlève les hommes et les femmes de certains villages, avec l'aide

esclavagiste.

Il nous montre sa fierté inébranlable, ses tentatives de marronage et le châtement qui s'ensuivit, l'obligation, pour survivre, d'accepter plus ou moins son sort sans qu'il y ait pour autant résignation totale. La façon dont les nouvelles circulaient parmi les esclaves, leurs relations entre eux et vis-à-vis du maître, sont également bien dépeintes. Cette partie de l'ouvrage a le mérite de faire vivre de l'intérieur la vie des esclaves, de les montrer tels qu'ils étaient, avec leurs joies, leurs peines, leurs espoirs et leurs sentiments, malgré les conditions de vie bestiales dans lesquelles ils étaient confinés.

Le reste de l'ouvrage, consacré à la descendance de Kounta Kinté, est une chronique de la vie d'une famille d'esclaves jusqu'à l'abolition, qui ne sera effective qu'en 1865 aux Etats-Unis, après la victoire des Nordistes sur les Sudistes lors de la Guerre de Sécession.

Au fil des générations, les descendants de Kounta Kinté se sont transmis le nom de cet ancêtre, et les conditions dans lesquelles il fut capturé, ainsi que quelques mots africains. Ces éléments, nous dit l'auteur, lui furent à son tour transmis par sa grand-mère et ses grand-tantes, et c'est grâce à eux qu'après de patientes recherches, il affirme avoir pu retrouver en Afrique la famille de son ancêtre, ainsi que son village natal. Un peu mélodramatique, le fin du livre est moins intéressante que le début, et Alex Haley, évoquant sa situation et celle de ses frères, offre l'image d'un petit-bourgeois noir américain, somme toute assez satisfait de son sort.

Malgré ses défauts, le livre mérite indiscutablement d'être lu.

Max RODON

COMBAT OUVRIER

IRAN - PAKISTAN . . . suite de la page 1

la population iranienne les tient pour responsables de cette politique, et ils ne font en fait qu'assumer les risques de leur métier. Le gouvernement américain, au lieu de s'indigner hypocritement, devrait admettre qu'en la matière, il ne fait que récolter ce qu'il a semé. D'ailleurs, les manifestations contre les symboles de la présence impérialiste américaine se multiplient depuis mercredi 21. C'est ainsi qu'au Pakistan, à Islamabad, des centaines de manifestants se sont attaqués à l'ambassade américaine, et à Rawalpindi, au centre culturel américain, de même à Karachi. Certes, officiellement, les musulmans Cniites déclarent riposter à l'attentat organisé à la Mecque, attentat qu'ils imputent aux gouvernements israélien et américain, mais, le fait qu'ils se soient attaqués aussi rapidement aux représentants américains montre à quel point la haine contre l'impérialisme est forte dans ces pays particulièrement

pauvres.

Cette flambée de violence contre ce qui représente aux yeux des masses de ces pays le symbole de leur exploitation et de leur extrême pauvreté apparaît comme autant d'actions de soutien aux étudiants iraniens qui détiennent les otages américains. Il se trouvera à n'en point douter une série de bonnes âmes pour déverser des flots de déclarations bien pensantes, pour vilipender ces actions de révoltes et le "fanatisme musulman".

Lorsque les pauvres relèvent la tête et utilisent les faibles moyens qu'ils ont à leur disposition pour s'en prendre à l'impérialisme, le monde occidental s'en offusque et crie à la sauvagerie.

Pourtant lorsque l'impérialisme américain écrasait tout un peuple sous des millions de tonnes de bombes au Vietnam, prétendant le faire revenir à l'âge de la pierre taillée, laissant des

séquelles dans la nature, dans la chair, le sang de millions d'êtres humains sur plusieurs générations, là nos journalistes serviles aux ordres de la bourgeoisie ne s'en émeuvent pas outre mesure. Oui ! les pauvres ont raison de se révolter et quoi que l'on puisse penser de leur programme et de leurs méthodes, quoi que l'on puisse penser du caractère profondément réactionnaire du mouvement religieux Chiite, il faut reconnaître que c'est lui que les masses iraniennes ont décidé de se donner comme représentant pour le moment et c'est en lui que se reconnaissent celles de bien d'autres pays musulmans.

Si aujourd'hui les masses iraniennes derrière le mouvement religieux réclament l'extradition du Shah pour le juger, elles en ont le droit le plus strict .

Pierre MICHAUT

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

Combat Ouvrier

B.P. 145

75023 PARIS CEDEX

Impression

CIF Pointe-à-Pitre

Commission paritaire

N° 51728